



Contribution des Communistes de Saint Maur au débat sur le Sens du combat communiste

5 mai 2018

POUR UNE PLEINE REALISATION DE LA DEMOCRATIE INDUSTRIELLE ET POLITIQUE : DE L'URGENCE DU COMMUNISME

L'hypothèse communiste est, de notre point de vue, plus que jamais valable. Il ne s'agit pas à notre sens de définir un « *nouveau communisme* » mais bien de revenir aux sources des aspirations communistes et de la pensée de Marx pour montrer l'actualité de ces visées émancipatrices à une période où les concentrations des pouvoirs et des richesses ont atteint un niveau jamais vu dans l'Histoire de l'humanité et où les travailleurs sont de plus en plus atomisés et aliénés. La grille d'analyse proposée par Marx et les fondements théoriques de sa pensée sont toujours aussi pertinents et ne doivent en aucun cas être déconsidérés au prétexte que d'autres s'en sont réclamés alors qu'ils l'ont dénaturé.

Pour nous, le communisme n'est pas un système mais une aspiration humaine qui existe dans la tête de chaque communiste mais avec des définitions souvent différentes. Comme le disait Isabelle Garo, « *l'idée (communiste) ne renvoie ni à un idéal, ni à une réalité effective mais à sa possibilité historique objective* ». Il s'agit dès lors de viser ici à identifier les points communs qui permettent de tracer les lignes de force d'une visée communiste unificatrice.

A l'origine de notre engagement, il y a ces 2 exigences qui nous rassemblent toutes et tous : « de chacun selon ses capacités à chacun selon ses besoins » et « le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous ». Ces exigences reflètent le besoin impérieux d'allier émancipations individuelle et collective mais aussi solidarité au service de la satisfaction des besoins de la société et de chaque individu. Notre objectif est bien de « *libérer l'individu des nécessités économiques pour qu'il soit intégralement humain* » (E. Fromm).

Nous devons de ce fait affirmer haut et fort que le communisme n'a encore jamais été mis en œuvre à l'échelle d'un pays ou d'une société et qu'il reste à venir :

- Soyons clairs sur le fait que le communisme, ce n'est pas l'URSS et les anciennes républiques socialistes du « bloc de l'Est » (même si nous avons des éléments positifs à retenir de certaines de ces expériences). Le communisme, ce n'est pas nationaliser les moyens de production pour en confier la direction à une bureaucratie étatique venant se substituer à l'oligarchie capitaliste.
- Soyons aussi clairs sur le fait qu'il est dramatique d'évoquer un « communisme à la chinoise » pour parler d'un pays qui joue pleinement le jeu de la mondialisation capitaliste et remet au goût du jour un capitalisme monopoliste d'état doublé d'une répression des luttes des travailleurs qui subissent au quotidien l'exploitation et l'extorsion de la plus-value pour engraisser une nouvelle caste d'ultra-riches.

Notre projet doit clairement permettre aux individus de se réapproprier la dimension collective de leur existence. Cette prise de pouvoir dans l'entreprise et dans la société permettra aux individus de se réapproprier pleinement leur citoyenneté en en finissant avec les rapports de hiérarchie et le mythe des « chefs ou experts omniscients ». **Le communisme, pour nous, c'est la pleine réalisation**



de la démocratie industrielle et politique, où les institutions sont réellement soumises à la puissance des individus associés.

C'est donc avant tout l'appropriation des moyens de production par les travailleurs mais aussi la prise de pouvoir des travailleurs sur la création des richesses, sur leur répartition et sur toutes les décisions relatives aux finalités et à l'organisation des entreprises. Le communisme, c'est l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes, l'association des travailleurs contrôlant démocratiquement leur activité, déterminés à en finir avec l'aliénation. Au cœur de notre communisme, l'activité des entreprises s'appuie sur des décisions prises en commun par les travailleurs et plus uniquement par les dirigeants et les actionnaires :

- **Les salariés (mais aussi, pour les services publics et les biens communs, les usagers et les collectivités territoriales) doivent décider rationnellement des finalités de la production, des besoins qu'elle doit satisfaire pour aller vers une société sans classes.** A ce titre, il est essentiel de viser à renforcer partout les pouvoirs d'intervention des salariés.
- **Les salariés doivent pouvoir réellement évoluer au fil de leur carrière et ne pas rester cantonnés à un domaine de spécialisation** (sauf s'ils le souhaitent). Ils doivent pouvoir se « former dans n'importe quelle branche de [leur] choix » comme le pensait Marx. La proposition de sécurité d'emploi et de formation portée par le PCF va clairement dans le sens d'un changement profond de la condition salarié et est à faire connaître plus largement.

L'enjeu n'est pas tant de formuler un « nouveau communisme » que d'approfondir et adapter notre projet aux conditions concrètes de la société actuelle pour être en mesure de faire monter l'exigence d'un vrai changement de civilisation. Dans ce cadre, chaque élément de notre projet devrait être pensé comme une étape visant à sortir du système capitaliste des pans de la société, comme un pas visant à transformer et remettre en cause les fondements du capitalisme. Nos critiques du système actuel doivent dès lors toujours être accompagnées de propositions allant vers son dépassement et notre projet devra être porteur d'une nouvelle vision d'ensemble de la société à portée révolutionnaire.

Si notre communisme doit avoir quelque chose de nouveau, c'est d'insister sur le fait que, dans le monde actuel, la dimension écologiste doit être mise en avant et développée, même si Marx avait déjà vu que l'exploitation des travailleurs et de la nature est consubstantielle au capitalisme que nous combattons. Il y a urgence à « sortir du capitalisme avant qu'il ne détruise l'humanité en même temps que la planète » comme le rappelaient récemment Jean et Lucien Sève. **A ce titre, l'environnement, l'eau et l'alimentation devraient devenir des biens publics gérés démocratiquement, et retirés des griffes de la finance, afin que nous assumions notre responsabilité commune à l'égard de la nature.**

Par ailleurs, il nous paraît important de repenser les étapes à franchir pour aller vers le communisme, en se démarquant des expériences du « socialisme réel » qui se sont arrêtés à la construction du socialisme (dans le meilleur des cas) et ont dévié du but initial des communistes. La première étape vers le communisme ne saurait désormais être un socialisme d'Etat mis en place à l'issue d'une prise de pouvoir par les urnes ou dans la rue. Comme évoqué précédemment, l'appropriation des moyens de production par les travailleurs ne saurait prendre partout la forme d'une nationalisation qui pourrait conduire au remplacement d'une bureaucratie par une autre, sans réel changement de logique.

- **Forts du retour d'expériences du XXème siècle, la première étape vers le communisme nous semble donc être l'immense bataille idéologique (de longue haleine) que nous avons à mener dès maintenant pour faire grandir l'envie de communisme, faire reculer la privatisation de la société et faire progresser l'envie de plus de démocratie directe et**

d'autonomie dans les entreprises et dans la société. L'enjeu sera rien de moins que de gagner progressivement l'hégémonie dans les esprits afin que les individus soient prêts à coopérer volontairement.

- Nous devons dès lors **pousser et accompagner, partout où elles sont, les alternatives au capitalisme qui existent déjà**, souvent à l'initiative des communistes (services publics démocratisés, sécurité sociale, statut de la fonction publique, économie sociale et solidaire, coopératives, associations et initiatives citoyennes...), et les aspirations à une démocratie réelle et à un changement des rapports sociaux. Dans le réel, il y a déjà le possible et des exemples à suivre...
 - ⇒ Soyons plus attentifs dans notre pratique et notre quotidien aux bribes de communisme qui existent déjà dans notre société ou qui sont en « voie de devenir » pour les utiliser comme des points d'appui ou des leviers permettant d'aller vers un dépassement du capitalisme.
- **S'appuyant sur cette irrésistible envie d'une alternative, la prise de pouvoir par les urnes devra ensuite être vue comme l'occasion de mettre en place une démocratie avancée en s'appuyant sur un programme de « réformes révolutionnaires » et en repensant le rôle de l'Etat. L'objectif ne sera plus simplement de changer la direction de l'Etat mais bien sa nature, en le transformant en profondeur et en dévitalisant les possibilités de domination de classe qui lui sont associées.**
 - Le rôle de l'Etat pourrait être de coordonner et de mettre en cohérence les travaux et les conclusions des différents conseils de concertation qui seraient mis en place de manière décentralisée, avec pour objectif d'assurer une certaine péréquation territoriale. En effet, comme le proposait Paul Boccard, les pouvoirs d'intervention des salariés, des usagers et des collectivités territoriales pourraient être *« décentralisés localement, jusqu'à chacun, et concertés dans des conseils de concertation [...] depuis le plan micro-local jusqu'au plan mondial, en passant par le régional, le national [...] »*. En s'appuyant sur les réflexions d'Alexis Cukier, cette décentralisation pourrait s'articuler entre des conseils d'entreprise, des conseils économiques (au niveau des filières) et des conseils sociaux (au niveau des territoires). Cette piste nous semble en tout cas à creuser pour aller vers une démocratie intégrale.
 - L'Etat pourrait aussi avoir pour mission de piloter (ou au minima de réguler), après appropriation au titre du peuple français, les secteurs requérant des investissements importants (transports, énergie, infrastructures lourdes...) et tous ceux relevant des domaines régaliens (affaires étrangères, banque centrale, monnaie, éducation nationale...) ou communs à l'ensemble du peuple français (environnement, eau, air, culture, armée...)... même si ses politiques seraient aussi définies de manière réellement démocratique et que des initiatives locales pourraient venir compléter les politiques portées par l'état (droit de subsidiarité pour les collectivités territoriales).
- **Cette démocratie avancée permettrait progressivement une transition vers le communisme au fur et à mesure de l'autonomisation citoyenne des individus, de leur pleine implication au sein de collectifs démocratiques où tous participent aux affaires communes.**

D'autre part, il nous semble que notre analyse des classes sociales doit être réactualisée. Pour mobiliser la classe fondamentale, le terme de « salariat » nous semble le plus pertinent, plutôt que « prolétariat » ou « classe ouvrière » qui paraissent désormais des termes réducteurs ou inadaptés, eu égard aux évolutions de la société et de la division du travail. Cette notion de salariat paraît de même plus opérante et efficace que le terme « 99% » dont la consonance populiste nous semble nier la pluralité des situations et des modes d'exploitation. Le salariat nous semble un identifiant porteur



à l'heure où il correspond au statut qu'occupe (ou a occupé, ou auquel aspire) l'immense majorité de nos concitoyens. Aujourd'hui, les salariés sont bien ceux qui n'ont rien d'autre à vendre que leur force de travail.

La classe fondamentale existe toujours et a toujours une place centrale dans la production des richesses mais elle est fragmentée, divisée, mise en concurrence, précarisée. Nous devons œuvrer à développer la culture critique, stimuler la pensée et l'appétit de sens, afin d'aller vers une prise de conscience des intérêts de classe de l'ensemble des salariés, qui permettra de construire pas à pas une volonté populaire majoritaire et active vers « *un ordre exigible par tous contre un inacceptable régnant* » (J. Bidet).

Dans l'état actuel de la lutte des classes, nous ne maîtrisons pas pour le moment le cours du « *mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses* ». Pour que ce mouvement aille dans le sens d'un progrès social et écologique, nous devons donc agir de toutes nos forces pour nourrir les luttes existantes, faire grandir la conscience de classe et influencer sur la direction prise.

En sortant du cadre national, il nous semble temps de **redevenir un parti réellement internationaliste (et pas uniquement européiste)** pour sortir des dominations impérialistes et de la barbarie dans les relations internationales en renforçant la coopération entre les peuples et la solidarité entre les travailleurs, mais aussi pour montrer que les idées communistes et socialistes sont encore vives à travers la planète. Renforçons nos actions de solidarité avec tous « *ceux qui luttent partout à travers le monde pour l'extension des acquis civils, civiques et sociaux* » (J. Bidet). Internationalisons nos luttes et travaillons à des convergences avec les autres partis communistes pour mener les combats à l'échelle à laquelle les capitalistes se sont désormais organisés.

A ce titre, nous devrions dès maintenant :

- Apporter un soutien plus clair aux luttes révolutionnaires d'émancipation en Amérique Latine (Venezuela, Bolivie...), à Cuba et partout dans le monde.
- Lutter contre la persécution des militants communistes en Europe de l'Est (Pologne, Ukraine...) ou en Corée du Sud.
- Agir pour une nouvelle internationale communiste capable de réfléchir à une échelle globale contre le capitalisme mondialisé.

Pour finir, il nous paraît évident que le capitalisme ne s'effondrera pas de lui-même et que les communistes doivent continuer à en saper les fondements au quotidien, méthodiquement et inlassablement, tant ce système a prouvé au cours des deux derniers siècles sa capacité à rebondir, à se réinventer et à subvertir les contestations qui naissaient en son sein :

- Il a su procurer à toute une frange de la population mondiale une amélioration de son niveau de vie et un confort matériel relatif qui font que les travailleurs doutent qu'ils « *n'ont rien d'autre à perdre que leurs chaînes* » en cas de renversement du capitalisme.
- Il a su casser les solidarités des travailleurs en atomisant de plus en plus les unités de production et les collectifs de travail afin d'inciter à la résignation et faire douter des capacités de mobilisation collective.
- Il a su user des machines de dressage idéologique que sont les médias en sa possession pour imposer des gouvernements à sa solde qui ont ensuite eu pour mission d'écraser les luttes et de rester sourd à la voix du peuple de manière à rendre de moins en moins crédible dans la tête de la population la possibilité d'une alternative (cette « *société nouvelle* » ou cet « *ordre nouveau dans lequel la propriété [...] deviendra sociale* » dont parlait Jaurès dans l'extrait qui nous est proposé dans le document de cadrage des débats).
- Il a renforcé la précarisation des travailleurs mais aussi, par le biais des énormes gains de productivité de ces dernières décennies, leur exploitation (même sur un temps de travail réduit) pour qu'en dehors de l'entreprise les travailleurs cherchent de plus en plus à se



divertir, à se reposer et surtout pas à réfléchir à leur situation, aux ressorts de leur exploitation ou aux moyens de changer la société.

- Il a su profiter de la révolution numérique et des mass media pour faire progresser la « castration mentale » et la « sensure » (perte de sens, Cf. Bernard Noël) afin que chacun soit exposé à un spectacle permanent qui prend la forme d'un mouvement incessant d'informations pénétrant les esprits et remplaçant le mouvement de la pensée pour mieux dissimuler la vraie nature de la société et détourner l'attention des choses essentielles de la vie.
- Il a su tirer parti de la chute des républiques soviétiques pour étendre le domaine de la marchandisation à l'échelle de la planète, renforcer l'exploitation (l'armée industrielle de réserve des chômeurs étant désormais quasiment sans limite) et chercher à légitimer l'impossibilité d'une alternative...

Finissons-en avec un monde où les rapports sociaux ont pour seule finalité l'accroissement continu du capital.

Finissons-en avec cette société de « consommateurs isolés et indifférenciés se repaissant de produits de masse identique et sans cesse renouvelés » (P. Vassort).

Finissons-en avec les dominations et les aliénations de toutes sortes.

Prenons enfin le pouvoir sur nos vies : Communisme ou barbarie.